



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# COMITÉ DES FORÊTS

## VINGT-QUATRIÈME SESSION

**Rome, 16-20 juillet 2018**

### **LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES INCIDENCES SUR LES TRAVAUX ET LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LE SECTEUR DES FORÊTS**

#### **I. Introduction**

1. À sa cent cinquante-huitième session, le Conseil de la FAO a vivement encouragé la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique et a décidé de faire de ce dernier une priorité au cours de l'exercice biennal 2018-2019. Il s'est également félicité de l'intégration du changement climatique dans les plans de travail de l'ensemble des départements techniques et dans le cycle des projets de la FAO, et a pris note des efforts actuellement déployés par la FAO pour renforcer ses bureaux décentralisés afin d'appuyer les pays dans la mise en œuvre d'activités relatives au changement climatique. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique et du thème biennal 2018-2019 sont présentés à l'annexe 1: «Le changement climatique et ses incidences sur les travaux et les activités de la FAO».

2. Les mesures visant à réduire les niveaux des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et à améliorer les puits de carbone en milieu forestier, constituent l'un des moyens les plus importants et économiques de réduire les émissions mondiales, tout en produisant des avantages non négligeables en faveur de l'adaptation, la biodiversité, les moyens d'existence et le développement. Les forêts sont vulnérables au changement climatique et des mesures supplémentaires doivent être adoptées pour les protéger. La modification du climat et l'accroissement des échanges internationaux influent sur la dynamique des perturbations causées par les ravageurs et les agents pathogènes des forêts naturelles, et facilitent la propagation d'espèces exotiques envahissantes. Le changement climatique a également une influence sur le risque d'incendies ravageurs en raison des tendances météorologiques et climatiques qui augmentent la possibilité que des incendies se déclarent, se propagent dans le paysage et aient des répercussions sur les écosystèmes, les communautés et les infrastructures. Ces facteurs accentuent la vulnérabilité des communautés dont les moyens d'existence dépendent des forêts, et appellent donc à ce que les politiques et les interventions renforcent la résilience grâce aux forêts.

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*

3. Le changement climatique et la variabilité du climat menacent la fourniture d'un ensemble de biens et de services écosystémiques issus des forêts. Les perturbations d'origine naturelle, notamment les incendies, les infestations d'insectes et la survenance de maladies, font partie intégrante de la dynamique des écosystèmes dans les forêts. En règle générale, elles sont relativement discrètes, mais il est prouvé que le changement climatique joue un rôle important dans la transformation de ces perturbations. La hausse des températures et les sécheresses prolongées devraient augmenter la fréquence et/ou l'intensité des incendies, et modifier la saison des incendies, bien que la biomasse de combustible, le régime des vents et la topographie entrent également en compte. Ces éléments créeront de graves difficultés en matière de prévention et de gestion des incendies, ce qui entraînera un recul généralisé des forêts à l'avenir.

4. Il a déjà été observé que les ravageurs et les maladies réagissaient au changement climatique, les effets allant de changements dans la phénologie et la répartition à l'incidence sur les dynamiques et la composition. Si certains effets du changement climatique peuvent être bénéfiques sur le plan de la protection de la santé des forêts (par exemple, une mortalité hivernale accrue de certains ravageurs en raison d'une couverture neigeuse peu épaisse; un développement des larves plus lent et une mortalité plus élevée pendant les épisodes de sécheresse), de nombreux autres effets seront fortement préjudiciables (par exemple, l'accélération du taux de développement des ravageurs; l'expansion des aires de répartition des ravageurs). Le développement des espèces envahissantes, des ravageurs et des maladies dans de nouveaux territoires, résultant notamment de l'augmentation du commerce d'espèces végétales, sans les mécanismes d'autorégulation assurés par les ennemis naturels, peuvent donner lieu à des périodes notables d'infestation, de baisses de la croissance des forêts et de mortalité des arbres. En outre, l'affaiblissement des arbres causé par des phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat les a rendus vulnérables aux infestations extrêmes d'insectes indigènes, tels que les scolytes qui ravagent actuellement des millions d'hectares de forêts dans les régions tempérées. Le défi à relever consiste à prévoir et à gérer ces infestations. Il sera également important d'obtenir des informations supplémentaires sur l'interaction entre ravageurs, maladies et incendies, ainsi que sur l'interaction entre ravageurs, maladies, chaleur et sécheresse.

5. L'augmentation des incendies, des infestations d'insectes et de la survenance de maladies peut avoir des effets négatifs sur la capacité des forêts à fournir d'importants biens et services écosystémiques. Ces facteurs perturbent la production alimentaire ainsi que la qualité de l'eau et sa fourniture, accroissent la mortalité des arbres, présentant ainsi des risques pour le stockage du carbone, endommagent les infrastructures et les établissements humains, et nuisent au bien-être des populations. Pour les pays, quel que soit leur niveau de développement, ces répercussions concordent avec un manque de préparation notable à la variabilité actuelle du climat dans le secteur forestier, et nécessitent des politiques solides et des interventions immédiates et pérennes pour améliorer la résilience des forêts et des populations tributaires de ces forêts.

6. Pour améliorer la résilience dans le secteur forestier, il faut notamment adapter la gestion forestière afin de renforcer la résilience des forêts et des arbres face aux effets négatifs du changement climatique, améliorer la résilience des populations vulnérables et contribuer à créer et à maintenir des paysages résilients. Il est aussi nécessaire de s'assurer que soient en place les savoirs et les compétences techniques adaptés, un cadre juridique et des mesures favorables, des institutions et des mécanismes de gouvernance efficaces et répondant aux attentes pour appuyer des interventions et des processus décisionnels opportuns, adéquats et équitables à l'échelon local.

7. Il est particulièrement important de renforcer la résilience, mais cela peut s'avérer difficile à réaliser pour certains groupes de pays. Sous la présidence de Fidji, la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23) a abordé – outre les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris – l'adaptation au changement climatique et la résilience face à ce dernier qui sont des questions qui intéressent particulièrement les petits États insulaires et les pays les moins avancés. Le financement de l'adaptation (qui jusqu'à présent a fait l'objet de bien moins d'engagements que l'atténuation, avec un rapport d'environ 3:1) a également été examiné et fortement accru. Les annonces de contributions au Fonds pour l'adaptation ont dépassé

l'objectif de mobilisation de ressources de 80 millions d'USD pour 2017, ce qui permettra aux communautés vulnérables des pays en développement de recevoir un appui particulièrement nécessaire pour mettre en place des mesures concrètes visant à s'adapter au changement climatique et à renforcer la résilience face à ce phénomène.

8. L'importance des forêts dans la solution au changement climatique a été soulignée dans l'article 5 de l'Accord de Paris et des mesures liées aux forêts sont intégrées aux contributions déterminées au niveau national dans la plupart des pays. Seule une partie du potentiel estimé de réduction des émissions, s'élevant à 5,3 GtCO<sub>2</sub><sup>1</sup>, est actuellement prise en compte dans les engagements des pays et les mécanismes de carbone forestier. Il faudra que des mesures décisives soient prises à l'échelle mondiale pour prévenir le recul des forêts et inverser la tendance, afin de contrer les multiples moteurs sociaux et économiques de la déforestation et de la dégradation forestière, et promouvoir la régénération des forêts. Transposer ces activités à plus grande échelle nécessitera des outils, des technologies et des politiques innovantes et de nouvelles possibilités de financement qui, entre autres, renforcent le rôle du secteur privé.

9. L'Accord de Paris appelle à améliorer l'action pour l'adaptation, l'objectif mondial étant de renforcer la capacité d'adaptation, d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité au changement climatique, en vue de contribuer au développement durable. Les mesures d'adaptation découlent de processus de planification participatifs et impulsés par les pays. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) reconnaît que, même en intensifiant et en accélérant les mesures d'atténuation, les besoins en matière d'adaptation augmenteront et deviendront plus coûteux avec le temps. Les mesures d'adaptation (et d'atténuation) axées sur les forêts peuvent présenter des synergies importantes avec la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

10. Les contributions mondiales aux efforts d'atténuation déployés dans le cadre de l'Accord de Paris ne couvrent qu'un tiers environ des réductions nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à moins de deux degrés. Par conséquent, il est essentiel que le processus de révision des contributions déterminées au niveau national de 2020 comble le déficit des émissions. Les effets du changement climatique se font déjà sentir, avec des températures moyennes en 2017 qui se situent à 1,1 degré au-dessus des niveaux préindustriels<sup>2</sup> et des catastrophes météorologiques atteignant un niveau record de 320 milliards d'USD de pertes économiques<sup>3</sup>.

## **II. Activités de la FAO dans le domaine des forêts axées sur le changement climatique**

11. La Stratégie de la FAO en matière de changement climatique<sup>4</sup> met l'accent sur: le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des États Membres; l'amélioration de l'intégration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, des forêts et des pêches dans le programme d'action international pour le climat; le renforcement de la coordination interne et l'efficacité des prestations de la FAO. Cette stratégie met à profit le portefeuille d'activités liées au climat en forte croissance (voir annexe 1).

---

<sup>1</sup> Selon un certain nombre d'estimations, le potentiel de réduction des émissions à l'échelle mondiale lié à l'utilisation des terres, aux changements d'affectation des terres et aux forêts est considérable. À titre d'exemple, dans son rapport *Emissions Gap Report 2017*, l'ONU-Environnement estime ce potentiel à 5,3 GtCO<sub>2</sub> [4,1-6,5] à l'horizon 2030. Dans son rapport de 2015, *The New Climate Economy* estime le potentiel de réduction des émissions des terres et des forêts dégradées à 6,2 GtCO<sub>2</sub> [3,3-9,0] d'ici à 2030. Les deux rapports combinent le potentiel de la réduction des émissions et des absorptions par l'intermédiaire des activités de régénération et de reboisement.

<sup>2</sup> Organisation météorologique mondiale, 2017.

<sup>3</sup> Munich Re, 2018.

<sup>4</sup> <http://www.fao.org/3/a-i7175f.pdf>

## A. Atténuation du changement climatique grâce aux forêts

12. Depuis près de dix ans, la FAO est associée à ONU-Environnement et au PNUD pour aider les pays en développement à réduire les émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts, et à appréhender le rôle de la préservation et de la gestion des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers (REDD+). Plus de 50 pays ont bénéficié de l'appui de la FAO au titre du programme REDD dans un certain nombre de domaines importants, notamment leur capacité en matière de suivi des forêts au plan national et de définition de niveaux de référence pour les forêts conformément au Cadre de Varsovie pour REDD+ de la CCNUCC. L'un des faits nouveaux les plus récents est l'utilisation d'une plateforme fondée sur l'informatique en nuage pour les données de télédétection, à savoir le *System for Earth Observation Data Access, Processing and Analysis for Land Monitoring* (SEPAL) (Système d'accès, de traitement et d'analyse des données d'observation de la Terre). Le SEPAL fournit un accès libre aux données et permet aux pays de suivre leur couvert forestier, de détecter des changements d'affectation des terres et de localiser la dégradation des forêts à une rapidité sans précédent. En outre, la FAO fournit un appui aux pays dans le domaine des garanties, notamment des évaluations de la gouvernance, des régimes fonciers, de la préparation juridique et de la mise en application de la législation forestière, et elle les aide à recenser les meilleures pratiques en matière de gestion durable des forêts, ainsi que les moyens d'agir contre les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts.

13. Dans le contexte de l'atténuation du changement climatique, les activités de la FAO consistent notamment: i) à renforcer les capacités de suivi des forêts, et la production de statistiques sur les forêts et l'utilisation des terres au sein de la FAO sur lesquelles s'appuient ses États Membres pour élaborer des cadres d'atténuation et d'adaptation dans le secteur forestier; ii) à mettre en place des cours de formation en ligne pour aider les pays à créer un inventaire national des GES durable et pour évaluer les émissions du secteur forestier; iii) à fournir un appui aux États Membres sur la gestion forestière durable et la gouvernance forestière; iv) à fournir une assistance technique en matière de restauration des forêts dégradées en vue d'accroître les stocks de carbone dans la biomasse et les sols; v) à promouvoir la biomasse ligneuse comme source d'énergie neutre en carbone; et vi) à promouvoir des processus multipartites et s'engager auprès de la société civile et du secteur privé en tant que partenaires importants.

14. La FAO a également renforcer sa collaboration avec des processus en cours tels que le Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale, le Programme d'investissement forestier et l'Initiative du Fonds biocarbone pour des paysages forestiers durables. Des projets sont actuellement menés pour appuyer plusieurs aspects du REDD+, notamment au Bhoutan, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Libéria, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, au Soudan et en Tunisie. Au cours des dernières années, les travaux de la FAO ont évolué, passant de l'aide à la préparation au REDD+ à la mise en œuvre des stratégies nationales REDD pour produire des résultats liés au climat dans différents domaines:

- a) le suivi des forêts et de l'utilisation des terres: comprenant un appui aux pays pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques des pays en développement afin qu'ils satisfassent aux critères renforcés de transparence de l'Accord de Paris;
- b) la gestion forestière durable;
- c) les liens entre REDD+ et gouvernance, notamment les cadres juridiques, les régimes fonciers, les questions liées au secteur agricole et à la sécurité alimentaire ainsi qu'une agriculture intelligente face au climat;
- d) la mise en œuvre du programme REDD+, notamment la coordination intersectorielle et les aspects financiers;
- e) l'appui à la conservation de la biodiversité; les garanties environnementales et les systèmes d'information sur les garanties;
- f) les analyses des facteurs de la déforestation; la détermination des coûts et des avantages des politiques et mesures REDD+;
- g) la détermination des avantages non liés au carbone et l'aménagement de l'espace connexe;

- h) la promotion de la participation du secteur privé, notamment les financements innovants de REDD+; et
- i) la prise en compte de la déforestation associée aux chaînes d'approvisionnement mondiales en produits.

15. En interne, la FAO a favorisé la collaboration entre plusieurs programmes liés, notamment entre REDD+ et le Plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux afin d'encourager les synergies pour atteindre les objectifs liés à la déforestation et le renforcement de la gouvernance.

## **B. Adaptation au changement climatique grâce aux forêts et pour les forêts**

16. Les forêts peuvent contribuer à l'adaptation au changement climatique si l'on améliore la résilience des paysages et des moyens d'existence au changement climatique. Plusieurs programmes de la FAO contribuent à la réalisation de cet objectif. La résilience étant particulièrement importante pour les terres arides, la FAO met en œuvre un programme sur l'Action contre la désertification<sup>5</sup>, financé par l'ACP-UE<sup>6</sup>, qui vise à renforcer la résilience des communautés et paysages des zones arides. Ce programme a apporté son appui à huit pays, avec un financement de 20 millions d'USD. Plus de 12 000 hectares ont été plantés dans le cadre de la restauration afin d'enrayer la dégradation des sols, d'améliorer la productivité des terres et d'accroître la résilience des systèmes agrosylvopastoraux et des communautés rurales. Néanmoins, les besoins en matière de restauration sont immenses et estimés à 166 millions d'hectares dans les pays de la Grande muraille verte d'Afrique uniquement.

17. Dans ce contexte, la FAO a publié ses «Directives mondiales pour la restauration des forêts et des paysages dégradés dans les terres arides» (Étude FAO: Forêts 175)<sup>7</sup> et «Arbres, forêts et utilisation des terres dans les zones arides: première évaluation mondiale»<sup>8</sup>. En outre, le Mécanisme de restauration des forêts et des paysages de la FAO a appuyé 18 pays avec un financement de 48,5 millions d'USD provenant de la Corée, la Suède, l'Allemagne (Initiative internationale pour le climat), la France et du Fonds pour l'environnement mondial au cours de la période 2015-2018.

18. Dans le domaine de l'évaluation, de la lutte et de la gestion des ravageurs et des maladies s'attaquant aux forêts, la FAO a appuyé 18 pays avec 5,6 millions d'USD de fonds extrabudgétaires. Elle aide quatre réseaux techniques régionaux sur les espèces végétales envahissantes (Afrique, Asie et Pacifique, Proche-Orient et Amérique du Sud) et a contribué à établir un nouveau réseau sur les espèces envahissantes des forêts pour l'Europe et l'Asie centrale. Ces réseaux mettent l'accent sur la prévention et la gestion des espèces envahissantes des forêts et sur les infestations d'insectes endémiques associées au changement climatique. L'ensemble des projets sur la santé des forêts consiste à renforcer la résilience des forêts face aux espèces envahissantes (ravageurs, maladies et espèces végétales), ainsi qu'aux apparitions de ravageurs indigènes associés aux effets néfastes du changement climatique.

19. S'agissant de la gestion des feux de forêt, la FAO a contribué à l'élaboration d'indicateurs pour mesurer les effets du changement climatique sur les forêts, a fourni des informations sur la stratégie de maîtrise des incendies et des projets connexes dans neuf pays et une région (Amérique centrale), et œuvre pour relancer le Réseau sur les feux de forêt du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

---

<sup>5</sup> <http://www.fao.org/in-action/action-against-desertification/fr/>

<sup>6</sup> Accord de partenariat économique entre l'UE et ses partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

<sup>7</sup> FAO. 2015. Directives mondiales pour la restauration des forêts et des paysages dégradés dans les terres arides: renforcer la résilience et améliorer les moyens d'existence. Étude FAO: Forêts 175. Rome, Italie.

<sup>8</sup> Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-i5905f.pdf>.

20. Les mangroves étant importantes pour la sécurité alimentaire, la résilience, les sources d'énergie et la réduction des risques de catastrophe, entre autres, la FAO a appuyé des projets de restauration de la mangrove dans au moins 28 pays depuis 2006. En outre, elle a contribué à rendre les communautés plus résilientes par l'intermédiaire du Mécanisme forêts et paysans et des programmes de foresterie sociale tels que la gestion communautaire des forêts, dans au moins 24 pays au cours des trois dernières années. Elle a amélioré ses outils, notamment l'*Ex-ante Carbon balance Tool* du projet AFAUT, pour prendre en compte les mangroves.

21. Pour ce qui est des mesures et de la planification liées à l'adaptation au changement climatique, la FAO travaille à la fois sur des initiatives sur le climat dans le secteur des forêts et, dans le cadre d'une collaboration entre différents départements, sur des approches intersectorielles de l'adaptation au changement climatique. Elle prépare une méthodologie-cadre pour les évaluations de la vulnérabilité au changement climatique des forêts et des populations dépendantes des forêts afin d'aider les pays à mettre en œuvre leur plan d'adaptation. Elle élabore également, en partenariat avec le Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie<sup>9</sup>, les directives supplémentaires des Directives techniques pour le processus des plans nationaux d'adaptation de la CCNUCC uniquement axées sur le secteur forestier et agroforestier qui complèteront la publication de la FAO «Aborder l'agriculture, les forêts et la pêche dans les plans nationaux d'adaptation». La FAO fournit actuellement un appui direct à huit pays pour les aider à intégrer leurs secteurs agricoles dans leurs plans nationaux d'adaptation en cours d'élaboration. Elle a révisé le Dossier sur le changement climatique à l'intention des décideurs à la lumière de l'Accord de Paris et des engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

22. Pour appuyer les pays dans leurs efforts d'adaptation au changement climatique dans l'ensemble des secteurs agricoles (forêts, cultures, élevage et pêche), la FAO a élaboré une nouvelle édition du Guide de référence de l'agriculture intelligente face au climat qui comprend des directives sur l'adaptation au changement climatique et les mesures d'atténuation dans l'ensemble des secteurs agricoles, et qui inclut maintenant des modules sur les forêts et l'agroforesterie. Elle a également préparé des directives sur le suivi de l'adaptation dans les secteurs agricoles dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour améliorer les outils et les méthodes destinés à suivre les progrès de l'adaptation au niveau national et pour aider les pays à concevoir des systèmes visant à suivre l'adaptation au changement climatique.

### III. Perspectives

23. Le changement en profondeur nécessaire à la réalisation des ODD et des objectifs de l'Accord de Paris requerront des activités au titre du REDD+ à une plus grande échelle et à un rythme beaucoup plus soutenu. Les pays commencent déjà à produire des résultats relatifs au mécanisme REDD+ et ceux-ci pourraient être renforcés et généralisés avec l'appui suffisant. Cela nécessitera d'effectuer des paiements liés aux résultats et de mettre en place des mécanismes de financement pour apporter les financements nécessaires.

24. Les forêts jouent un rôle essentiel dans le cycle de l'eau, la conservation des sols, le piégeage du carbone et la protection des habitats, y compris pour les pollinisateurs. Leur gestion durable est primordiale pour l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. L'agriculture reste la première cause de la déforestation dans le monde, et il est urgent de favoriser des interactions plus positives entre l'agriculture et les forêts. À cet égard, la planification intégrée de l'utilisation des terres offre un cadre stratégique qui permet de trouver un juste équilibre entre les utilisations des terres à l'échelon national et infranational et au niveau du paysage.

---

<sup>9</sup> <http://www.fao.org/in-action/naps/adaptation-planning/guidelines/en/>.

25. La FAO s'est engagée à aider les pays à accélérer et intégrer leurs interventions visant à arrêter la déforestation et la dégradation des forêts, à renforcer les stocks de carbone forestiers et à donner une plus grande place aux forêts dans l'amélioration de la résilience. Le financement accru nécessaire à ces interventions demandera une plus grande volonté politique et la reconnaissance des multiples avantages en matière économique et de développement des investissements liés aux forêts. En particulier, les possibilités de protéger les forêts et d'accroître le couvert forestier tout en améliorant la sécurité alimentaire nécessitent une plus grande attention, et les exemples de réussites ainsi que les facteurs favorisant des tendances positives en matière de sécurité alimentaire et de couvert forestier doivent être promus et diffusés<sup>10</sup>.

26. L'Accord de Paris souligne qu'il est impératif d'intensifier l'action climatique et de respecter cet engagement. La FAO reconnaît que les pays devront garantir la cohérence entre leurs contributions déterminées au niveau national et les différents plans nationaux d'action pour l'adaptation au changement climatique, en particulier les plans nationaux d'adaptation et les stratégies nationales et sectorielles relatives au changement climatique. Il importe que le secteur forestier s'engage dans l'élaboration de stratégies et de plans de mise en œuvre liés au changement climatique pour garantir une prise en compte adéquate du secteur. La FAO est prête à appuyer les pays en vue d'améliorer la participation du secteur forestier à l'examen et à la révision à venir des contributions déterminées au niveau national, ainsi qu'à les aider à s'assurer que les stratégies et les plans du secteur forestier qui sont à la base de la gestion forestière durable soient alignés sur les stratégies relatives au changement climatique.

27. De nombreux pays étant actuellement en train d'établir leur plan national d'adaptation, il apparaît opportun de définir des mesures d'adaptation axées sur les forêts et de les y intégrer, mais aussi d'établir des liens avec les activités d'atténuation, notamment avec le programme REDD+. La FAO est déterminée à collaborer avec les pays pour s'assurer que «l'adaptation pour les forêts» et «les forêts pour l'adaptation» ou l'utilisation des forêts pour aider la société à renforcer la résilience face au changement climatique et pour appuyer les stratégies de subsistance soient bien intégrés aux plans nationaux d'adaptation.

28. La FAO reconnaît le rôle important que les partenariats privés et publics peuvent jouer dans les efforts en matière d'adaptation du secteur forestier, en particulier en mettant en commun les ressources et en étant le moteur d'un changement en profondeur durable dans le secteur forestier afin de renforcer la résilience des forêts et des populations qui en sont tributaires, à l'appui de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

29. Par ses travaux, la FAO appuie de nouvelles mesures en matière de changement climatique:

- a) en plaidant en faveur de l'augmentation des investissements au niveau national et mondial;
- b) en favorisant des approches plus globales et axées sur le paysage pouvant mieux contrer les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts;
- c) en continuant à élaborer, mettre à l'essai et appliquer de nouveaux outils et technologies au service d'un suivi des terres et des forêts transparent, efficace et en temps utile;
- d) en renforçant le rôle des acteurs locaux, des peuples autochtones et des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'action climatique;
- e) en encourageant la participation du secteur privé aux efforts visant à faire face au changement climatique, tant ceux déployés par l'industrie forestière, que ceux des secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, des assurances et des finances, afin d'éliminer la déforestation;
- f) en améliorant le suivi de la santé des forêts, ainsi que de la gestion des espèces envahissantes et des apparitions de ravageurs indigènes;

---

<sup>10</sup> Situation des forêts du monde 2016, FAO (2016).

- g) en réduisant les risques d'incendie et en mettant en œuvre une maîtrise durable des incendies, si nécessaire, afin que les écosystèmes forestiers soient plus résilients face au changement climatique. La FAO améliore également l'avertissement des incendies en utilisant de nouvelles approches disposant d'une résolution plus fine.

#### IV. Points à examiner

30. Le Comité souhaitera peut-être:

- a) *Encourager les Membres* à concrétiser leurs contributions liées aux forêts et rehausser leur niveau d'ambition en la matière afin de réduire les émissions dans leurs contributions déterminées au niveau national, notamment leurs efforts consistant à les suivre et à les vérifier.
- b) *Encourager les Membres* à intégrer les forêts à leur plan national d'adaptation, à élaborer des politiques en matière d'adaptation grâce aux forêts, et à prendre des mesures pour améliorer la santé des forêts et restaurer les forêts et les paysages dégradés.
- c) *Inviter la FAO* à:
- faciliter les dialogues intersectoriels entre les ministères compétents dans le secteur agricole, les autres ministères et les parties prenantes concernées pour prendre en compte les vulnérabilités et le potentiel d'atténuation des forêts face au changement climatique, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030;
  - fournir aux pays un appui supplémentaire en matière technique et de renforcement des capacités pour lutter contre la déforestation et mettre en œuvre les stratégies et plans d'investissement REDD+;
  - continuer à aider les pays à intégrer les forêts à leurs plans nationaux d'adaptation et aux mesures d'atténuation adaptées au pays, à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national, et à élaborer et mettre en œuvre des approches intégrées et intersectorielles en matière d'action climatique, en ayant recours à des possibilités de financement au titre du Fonds vert pour le climat et du FEM-7;
  - poursuivre la recherche de synergies entre les programmes forestiers qui appuient les mesures d'atténuation et d'adaptation, notamment l'appui au renforcement de la coordination des initiatives REDD+ et du plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux à l'échelle des pays, et renforcer l'intégration de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, des forêts et de la pêche au sein du programme d'action international pour le climat;
  - contribuer à l'amélioration du rôle du secteur privé dans les actions relatives au secteur forestier, notamment la promotion d'investissements responsables conformes à la conservation et l'utilisation durable des forêts, y compris ceux réalisés dans le secteur agricole;
  - continuer à appuyer les tribunes de dialogue sur des questions techniques et politiques où les différents pays pourront aborder des questions émergentes en rapport avec le changement climatique, et améliorer la compréhension des meilleures pratiques d'adaptation au changement climatique et promouvoir leur adoption par les États Membres.



**Annexe I****Contexte**

Le thème biennal 2018-2019 – *Le changement climatique et ses incidences sur les travaux et les activités de la FAO* – a été approuvé par le Conseil de la FAO à sa cent cinquante-cinquième session, tenue en décembre 2016, et par la Conférence de la FAO à sa quarantième session, tenue en juillet 2017. Le choix du thème est le fruit d'un examen mené au sein des organes directeurs concernés au cours de la période 2017-2018 et du résultat de leurs travaux.

Les sessions de 2018 et 2019 des organes directeurs concernés porteront sur des questions liées au thème biennal, afin de lancer un examen critique des imbrications propres aux évolutions exogènes et défis liés au changement climatique, ainsi qu'aux travaux et activités menés par la FAO dans ce domaine, notamment en lien avec la nutrition, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, les migrations, les océans, les ressources en eau et en énergie, la pêche, la résilience, l'utilisation des terres, la gestion forestière, la gestion des sols, la réduction des risques de catastrophe, les systèmes alimentaires et autres domaines.

Ce thème biennal arrive à point nommé, compte tenu des faits récents survenus dans le monde, notamment l'adoption du Cadre d'action de Sendai, de l'Accord de Paris et, plus généralement, des objectifs de développement durable en 2015, ainsi que la décision relative à l'initiative de collaboration sur l'agriculture de Koronivia de la Conférence des Parties de la CCNUCC (COP23) et du lancement de la [Stratégie de la FAO relative au changement climatique](#) à l'occasion de la quarantième session de la Conférence de la FAO, en juillet 2017.

Le présent document vise à aider les organes directeurs à aborder le thème biennal dans leurs sessions de travail à venir de 2018 et 2019. Il a un double objectif:

- i) informer les organes directeurs des travaux et activités de la FAO récents et prévus qui contribuent à la mise en œuvre de la Stratégie relative au changement climatique;
- ii) suggérer des questions spécifiques à examiner sur le thème biennal lors des sessions des organes directeurs afin de faire progresser l'exécution de la Stratégie relative au changement climatique et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), au cours de l'exercice biennal 2018-2019, dans le Cadre stratégique de la FAO.

**Objectifs du thème biennal**

Les objectifs du thème biennal sur le changement climatique sont résumés comme suit:

- 1) reconnaître le champ des travaux actuels sur le changement climatique et recenser les lacunes et les possibilités que la FAO a d'aborder et d'intégrer le changement climatique plus efficacement dans son programme de travail;
- 2) faire le point sur les besoins spécifiques et les risques climatiques associés aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, aux régions et aux pays pour orienter la progression et la poursuite de l'élaboration d'axes de travail pertinents dans l'ensemble de l'Organisation;
- 3) sensibiliser sur le lien entre changement climatique et secteurs de l'alimentation et de l'agriculture à l'échelle nationale, régionale et mondiale et positionner la FAO afin qu'elle se fasse entendre sur cette question;
- 4) stimuler le débat entre les organes directeurs et en leur sein dans le but de renforcer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique.

## Travaux et activités de la FAO sur le changement climatique

Cette section fait le point sur les progrès accomplis par la FAO dans la mise en œuvre des trois Résultats de la Stratégie en matière de changement climatique, sur les faits récents survenus dans le monde dans le domaine du changement climatique lié aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, et sur les interventions et les priorités futures envisagées par l'Organisation au cours de l'exercice biennal 2018-2019 pour faire progresser la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique.

**Résultante 1 - Les capacités des États Membres dans le domaine du changement climatique sont renforcées, sous la direction de la FAO dans son rôle de fournisseur de savoirs et de compétences techniques**

### Faciliter l'accès des pays au financement de l'action climatique

- Le changement climatique constitue une ligne de financement prioritaire pour de nombreux donateurs bilatéraux et multilatéraux. En 2018, la mobilisation des ressources pour les activités liées au financement du climat et de l'environnement sera accrue grâce à une collaboration renforcée avec le Fonds vert pour le climat (GCF) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ainsi qu'avec d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux.
- En 2016, la FAO a été accréditée auprès du GCF pour gérer des projets de taille moyenne financés par des dons (jusqu'à 250 millions d'USD) qui présentent un niveau de risque environnemental et social intermédiaire (ou inférieur). Actuellement, la FAO apporte son appui à plus de 25 pays dans le cadre de l'élaboration de projets GCF nationaux, et à plus de 15 pays en tant que partenaire d'exécution dans le cadre du programme d'appui à la préparation du GCF. La FAO se prépare également à appuyer jusqu'à dix entités en accès direct pour mettre en place des projets GCF de qualité dans les secteurs de l'agriculture, qui seront lancés en 2018.
- En novembre 2017, le portefeuille de projets de la FAO financés par le FEM s'élevait à 740 millions d'USD. La valeur totale du financement de l'action climatique dans le portefeuille de projets de la FAO financés par le FEM représente 424 millions d'USD, dont 33 projets (21 pour cent de la valeur du portefeuille) portent sur l'adaptation au changement climatique pour un financement 157 millions d'USD, et 267 millions d'USD sur l'atténuation du changement climatique dans le cadre de projets multisectoriels, tandis qu'un pour cent du portefeuille de projets est axé uniquement sur l'atténuation du changement climatique. Le partenariat entre la FAO et le FEM va encore se développer avec le lancement du FEM-7, renforcé par l'intégration récente de l'unité FEM de la FAO dans la Division du climat et de l'environnement.

### Aider les pays à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national

- Les contributions déterminées au niveau national définissent les initiatives nationales en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets. Les interventions dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture tiennent une place importante dans l'ensemble des contributions déterminées au niveau national, particulièrement dans celles des pays en développement. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, la FAO mettra en place une plateforme d'appui à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national afin de faciliter le partage des connaissances et de l'information entre les parties prenantes concernées. Son objectif est également d'aider plus de 40 pays au cours de l'exercice 2018-2019 pour mettre en œuvre et/ou affiner encore les composantes liées au secteur agricole de leurs contributions déterminées au niveau national (conformément à l'indicateur de produit 1.a.i. de la Stratégie de la FAO relative au changement climatique), ainsi que pour améliorer la coordination institutionnelle entre les secteurs agricoles et les autres secteurs concernés, notamment celui de l'énergie. Le Département des forêts de la FAO continue

d'appuyer les pays en développement dans leurs processus REDD+ et leur plan d'adaptation au changement climatique afin de transformer leurs engagements politiques pris aux termes de leurs contributions déterminées au niveau national en action sur le terrain.

- La FAO poursuivra la facilitation du Groupe de travail thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'utilisation des sols sous l'égide du Partenariat sur les contributions déterminées au niveau national, lancé en 2017 et qui compte actuellement 20 membres environ, qui sont des pays participant activement. En 2018, la FAO élaborera un plan de travail sur l'apprentissage entre pairs entre les pays participants, et facilitera le dialogue en ligne sur des sujets comme l'adaptation au changement climatique, la résilience face à ce phénomène et le financement de l'action climatique.

### **Aider les pays à intégrer le changement climatique dans leurs politiques, stratégies et programmes nationaux**

- La FAO appuie actuellement sept programmes régionaux et mondiaux et 10 programmes nationaux, dont 10 dans des pays les moins avancés et 22 dans des pays en développement en Afrique, en Asie, en Europe et Asie centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes sur l'élaboration et la mise en œuvre de processus relatifs à la planification de l'adaptation, aux plans nationaux d'adaptation et aux processus de planification de la résilience, de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe connexes, à l'échelon national et infranational. À cette fin, la FAO prépare des directives supplémentaires pour intégrer les forêts et l'agroforesterie aux plans nationaux d'adaptation. En 2018, dans le cadre du Programme *Intégrer l'agriculture dans les plans nationaux d'adaptation* (PNA-Ag), coordonné conjointement par la FAO et le PNUD, la FAO continuera d'appuyer les pays cibles dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux d'adaptation, et vise à intensifier son appui relatif à ces plans et à la planification de l'adaptation, dans le contexte des fonds consacrés à la préparation aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat et aux objectifs liés à la neutralité de la dégradation des terres.
- En 2017, la FAO a aidé 15 pays à communiquer leurs données relatives aux émissions de gaz à effet de serre et aux interventions en matière d'atténuation, dans le cadre du Projet d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture (MICCA), et vise à appuyer 15 à 20 pays à cet effet en 2018.

**Résultante 2 - La sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture, les forêts et la pêche sont mieux intégrées au programme international concernant le changement climatique, grâce à un engagement accru de la FAO**

### **Plaidoyer en faveur de l'alimentation et de l'agriculture au titre de la CCNUCC**

- À la suite de la décision relative à l'[initiative de collaboration sur l'agriculture de Koronivia](#), adoptée lors de la COP23, la FAO a soumis son point de vue sur les éléments à inclure dans les travaux conjoints qui seront menés par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire pour la mise en application. La FAO appuie ce processus dans les organes directeurs en apportant des contributions techniques selon la demande et fournira également des mécanismes, des outils et un appui technique au Secrétariat de la CCNUCC aux fins de ces nouvelles activités, dans le cadre du protocole d'accord signé entre la FAO et la CCNUCC.
- La COP23 a adopté le Plan d'action pour la parité hommes-femmes, qui demande explicitement que les organismes des Nations Unies chargés de mandats thématiques étayent la base de connaissances sur le lien entre parité hommes-femmes et changement climatique, et contribuent à atteindre les objectifs cités plus haut grâce à des interventions ciblées en matière de renforcement des capacités et à des programmes de formation. La collaboration sur la parité hommes-femmes est mise en avant dans le protocole d'accord entre la FAO et la CCNUCC signé en 2017, ainsi que dans la Stratégie de la FAO relative au changement climatique. En

2018, la FAO contribuera aux efforts déployés dans le cadre du Plan d'action pour la parité hommes-femmes, notamment en préparant une étude de référence sur la parité hommes-femmes dans l'agriculture en lien avec certains domaines relevant du mandat de la CCNUCC et en intégrant cette parité dans les propositions techniques de la FAO présentées à la CCNUCC.

- En 2018, la FAO poursuivra sa collaboration avec la CCNUCC dans le cadre du Dialogue de Talanoa (précédemment, le Dialogue de facilitation de 2018), entre autres, en fournissant un appui technique sur la plateforme en ligne. Le Dialogue de Talanoa a pour mandat de faire le point sur les efforts déployés collectivement par les Parties en direction de l'objectif à long terme de réduire les émissions de gaz à effet de serre et vise à éclairer la préparation de la prochaine série de contributions déterminées au niveau national.
- Les travaux de la FAO sur l'énergie propre dans les chaînes alimentaires et les bioénergies durables dans le développement et les situations d'urgence et de reconstruction constituent une contribution notable des secteurs agricoles aux engagements en matière d'énergies pris dans le cadre de l'Accord de Paris.

### **Résultante 3 – La coordination et l'exécution des travaux de la FAO sur le changement climatique sont renforcées**

#### **Mettre les connaissances en commun et promouvoir la formation sur le changement climatique**

- Le thème biennal 2018-2019 sera un moyen de fournir des informations cohérentes à l'ensemble des organes directeurs et des États Membres de la FAO sur les activités relatives au changement climatique et sur les faits nouveaux à l'échelon national, régional et international. Ces échanges contribueront à assurer que le changement climatique est pris en compte et intégré dans tous les domaines d'activité de la FAO et que les points de vue des États Membres alimentent les réflexions sur la mise en œuvre de la Stratégie relative au changement climatique.

#### **Nouer des partenariats pour optimiser l'impact des travaux de la FAO**

- La FAO a établi un partenariat avec Google qui a abouti à la mise au point d'un outil en ligne nommé *Collect Earth*. Grâce à la collecte de données par le biais de Google Earth, ce nouvel outil permet aux pays d'évaluer l'utilisation des terres et la déforestation, et de quantifier leur impact environnemental, notamment leurs émissions de gaz à effet de serre.
- La collaboration avec les organisations ayant leur siège à Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale sera renforcée par la mise en place d'activités communes sur le changement climatique. En 2016-2017, le groupe de travail informel sur le changement climatique des organisations ayant leur siège à Rome s'est réuni à deux reprises pour examiner la possibilité de collaborer plus étroitement sur le changement climatique sur le plan stratégique et à l'échelon des pays. Ces organisations travaillent ensemble sur plusieurs initiatives liées au climat, notamment sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne du FIDA, au Bangladesh, au Kenya et sur l'élaboration de propositions de projets au Fonds vert pour le climat pour le Ghana et les Territoires palestiniens, entre autres. Les organisations ayant leur siège à Rome mènent une action concertée sur la mise en œuvre de l'Initiative de résilience face aux changements climatiques: anticiper, absorber, reformuler du Secrétaire général de l'ONU.